



Créé par des militants CGT et FSU

« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* » Henri Krasucki

Être à la hauteur!

L'instrumentalisation

C'est Hollande qui dans ses vœux aux "partenaires sociaux" lance cette injonction. De fait sur les traces du MEDEF il entend utiliser les attentats pour au nom de la lutte contre le terrorisme faire accepter sa politique de démolition de l'état social.



Et c'est Pierre Gattaz qui mange le morceau :
« *Les événements nous obligent, nous les partenaires sociaux, à capitaliser sur ce moment d'unité nationale.* »

Sans rencontrer d'opposition espère-t-il!

Nous ne sommes pas dupes!

Les routiers ont inauguré la réplique refusant face aux pressions de modifier leur agenda.

Cette manif d'aujourd'hui contre la loi Macron et son "véritable retour au 19^e siècle" comme le souligne la FILPAC CGT constitue une première digne de résistance.

Le 29 janvier, les cheminots à l'appel de la CGT et de Sud-Rail seront en manifestation nationale contre la réforme de la SNCF.

Le 3 février grève dans l'éducation nationale à l'appel de la FSU

Le 9 février la métallurgie CGT Ile-de-France sera devant le siège du patronat de la métallurgie à Neuilly pour exiger l'ouverture de négociations en particulier sur les salaires

Sans compter les mille et une luttes dans de nombreuses entreprises.

"Le dialogue social modernisé"

Dans ces conditions qu'attendre du dialogue social et de sa fameuse modernisation?

Alors qu'il s'agit là aussi de négociations bidon visant à faire approuver par les syndicats l'anéantissement des institutions représentatives du personnel de 1945 en passant par 1968!

Et quel syndicalisme rassemblé quand le trio de la trahison, CFDT en tête, approuve le plus souvent dans un simulacre de compromis "donnant-donnant" tous les reculs sociaux.

Et la CGT dans tout ça?

T. Lepaon est parti et a démissionné de la Commission exécutive.

Mais les problèmes de dysfonctionnements de la Grande Dame peuvent-ils être ramenés à ses seuls écarts?

Le profond désir des camarades de remettre la CGT en état de marche et en ordre de bataille contre l'agression dont nous sommes victimes et qui va se poursuivre est totalement légitime!

MAIS!

La mise en place d'un nouveau Bureau confédéral et d'un nouveau secrétaire général est-ce l'essentiel pour regagner la confiance ébranlée des travailleurs, renforcer l'organisation et placer le

monde du travail en situation de contre-offensive?.

Ce qui à notre sens est la marque la plus encourageante de la période que nous venons de vivre c'est l'**intervention puissante et argumentée de nombreuses bases et militants** de la CGT pour exiger non seulement la transparence financière et le retour à une éthique militante pour tous les dirigeants, mais aussi l'exigence d'un examen critique du bilan des 20 dernières années et des orientations décidées au début des années 90.

D'un examen aussi de l'insertion de la CGT dans les structures syndicales européennes et internationales sous la coupe et le contrôle de l'Union européenne pour une part et du patronat international pour une autre part.

Ce débat nous paraît incontournable et continue d'exiger l'organisation d'un **congrès extraordinaire**.

Pour le moment cette exigence est contournée et on a tendance à faire passer la présence de dirigeants de premier plan aux vœux du président de la République et la présence de la CGT dans

les négociations sur la modernisation du dialogue social pour une remise en selle et une normalisation.

Mais comme nous le disions dans les rues il n'y a pas si longtemps

"C'est pas à l'Elysée, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction!"

Le rôle de la CGT et de ses dirigeants ce n'est pas d'abord de se rendre sympathique auprès de Laurent Berger, mais de tendre TOUTES ses forces pour organiser les luttes, les coordonner jusqu'à ce que l'intervention des travailleurs rende incontournable la prise en compte de leurs revendications et sans dénouer ce combat de tous les jours de l'action pour un changement radical de société.

En agissant pour la paix, la fin des interventions impérialistes et la fin des alliances avec les pays qui comme le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont cessé et ne cessent de répandre le poison de l'intégrisme.

*Le Front Syndical de Classe
21 janvier 2015*



Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE**

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à **frontsyndical.classe@laposte.net** courriel :

frontsyndical.classe@laposte.net